RECHERCHE

PERSPECTIVES EUROPÉENNES* DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

2^e session plénière du Comité National de la Recherche Scientifique Strasbourg, 22-23 avril 1993

Une session plénière du Comité National de la Recherche Scientifique est toujours un événement important pour la communauté scientifique nationale en raison du rôle de cette instance dans l'évaluation, l'orientation et la prospective de la recherche publique en France.

Après une session consacrée en 1990 à l'interdisciplinarité, celle qui s'est tenue à Strasbourg, les 22 et 23 avril 1993, était consacrée aux "Perspectives européennes de la recherche scientifique". Présidée par F. Kourilsky, cette manifestation a réuni environ 700 participants dont une centaine d'invités étrangers.

Au cours de son allocution d'ouverture, M. Fillon, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a marqué sa volonté de pragmatisme et d'ouverture sur l'Europe. Il a indiqué que les crédits (de l'enseignement supérieur et de la recherche) ne devraient pas être modifiés et a rappelé que le programme Eurêka, "véritable symbole de l'Europe qui marche et réussit, peut et doit être un dispositif essentiel de la construction européenne".

La matinée de travail débuta brillamment par la conférence présentée par le Prof. W. Lepenies, recteur du Wissenschaftskolleg de Berlin: "Histoire et géographie de l'Europe scientifique". Les deux prix Nobel du CERN sont ensuite intervenus: C. Rubbia sur les dimensions européenne et maintenant mondiale de cet établissement qui a réussi un "brain drain" des États-Unis vers l'Europe, et G. Charpak sur la nécessité et la réalité du chercheur européen, libéré des entraves bureaucratiques.

* voir aussi l'éditorial de G. Balavoine, p. 5

Les six tables rondes avaient pour but d'entamer un débat en profondeur sur différents sujets d'actualité dans le contexte du traité de Maastricht et de la préparation du quatrième programme cadre. Leur tenue en parallèle, et à raison de trois par demi-journée, n'a pas conduit à l'information de tous. En outre, limitées à 2h30-3h de présentations et de débats, elles n'ont pas permis d'évoquer tous les aspects souhaités par les auditeurs. Ces tables rondes ont porté sur :

- 1. Modes de concertation et d'intégration de la recherche en Europe (J.-L. Lacombe et J.-P. Laumond).
- 2. Laboratoires et réseaux en Europe (I. Tkatchenko et P. Braunstein).
- 3. Communication, vie associative, publications, langues (H. Sinaceur et K. Chemla).
- 4. Evaluation de la recherche en Europe (J.-P. Chevillot et J.-P. Alix).
- 5. L'Europe des hommes : carrière et mobilité (J. Massoulié et M.-G. Schweighofer).
- 6. Les relations internationales de l'Europe avec le monde (G. Balavoine et E. Dubois-Violette).

Les exposés de synthèse des présidents de session en séance plénière ont fait ressortir plusieurs observations, préoccupations et souhaits communs portant (pêle-mêle) sur :

- une meilleure connaissance des organismes en Europe et des ressources offertes tant pour la mobilité que pour la diffusion des connaissances et travaux,

- un fonctionnement plus concerté que concurrentiel, plus pragmatique que bureaucratique, des organismes et leur emploi optimal avec, si besoin, le recours à des structures neutres comme la Fondation Européenne de la Science (European Science Foundation-ESF) ou un club consultatif européen à définir,
- un appel plus systématique aux sociétés savantes et à la Fondation Européenne de la Science,
- le renforcement de l'aide à toute structure bi- ou multilatérale amenant des dimensions nouvelles aux recherches coopératives en Europe,
- le renforcement des possibilités d'accueil, de détachement et de suivi (créations d'associations, mise en place de moyens pour la réinsertion...) des étudiants de thèse et des chercheurs en situation postdoctorale ou stagiaire,
- la nécessité d'intensifier l'usage des langues et d'améliorer les supports de la recherche : bibliothèques, réseaux, édition scientifique,
- l'établissement de critères d'évaluation concernant les aspects européens d'activités de recherche,
- trouver de nouvelles conditions d'évaluation offrant notamment la possibilité d'un dialogue entre évalués, évaluateurs et commanditaires,
- la promotion d'une instance d'analyse de la conjoncture scientifique en Europe,
- l'établissement d'un statut européen du visiteur scientifique,
- l'ouverture des programmes européens aux pays de l'Europe centrale et orientale.

Le rapporteur général du Comité d'organisation, Alain Costes, a ensuite formulé douze propositions pour l'Europe scientifique en souhaitant qu'elles puissent se concrétiser rapidement. L'énumération ne constitue pas un ordre préférentiel :

- 1. Construire un espace européen de la recherche par la mise en place d'un club européen de la recherche associant chercheurs, laboratoires et institutions.
- 2. Organiser et mettre en œuvre une plateforme européenne de l'évaluation de la recherche sous l'égide d'une instance neutre type Fondation Européenne de la Science.
- 3. Favoriser la concertation européenne en matière d'analyse de la conjoncture des prospectives thématiques.
- 4. Mettre le Comité National de la Recherche Scientifique à l'heure européenne et doter son secrétariat général d'une personne en charge des affaires européennes concernant le Comité.
- 5. Utiliser le potentiel et la diversité de l'Europe pour mieux attirer la jeunesse vers les métiers de la recherche.
- 6. Accroître et ouvrir les capacités d'accueil et de détachements de chercheurs et d'ITA afin d'intensifier et d'équilibrer les échanges.
- 7. Aménager au niveau communautaire un statut de boursier, du chercheurs avec un système optimal, cohérent et commun. 8. Améliorer la réinsertion des postdocteurs qui ont été retenus par une instance d'évaluation type Fondation Européenne de la Science : création de postes temporaires d'une année.
- 9. Lors de l'attribution d'une bourse à un chercheur de pays de l'Europe centrale et orientale ou du Sud, prévoir des moyens pour la réinsertion et le développement de la recherche dans le pays d'origine.
- 10. Développer des collaborations bilatérales pour favoriser ensuite un élargissement au plan européen.
- 11. Multilinguisme : un chercheur doit être au moins trilingue. Ce doit être une priorité de la formation.
- 12. Réaliser une étude sur l'état, les moyens et les possibilités de l'édition scientifique en Europe. Mise en œuvre rapide des conclustions de cette étude.

LABORATOIRES EN RÉSEAUX EN EUROPE

A titre d'exemple, nous noterons, parmi les conclusions de la table ronde n°2, "laboratoires et réseaux en Europe", un certain nombre de :

Constats

- Très grande (trop grande?) diversité des moyens disponibles pour resserrer les liens, en développer de nouveaux, entre laboratoires européens, ce qui amène un problème grandissant de connaissance (réseaux occultes, "lobbyings cachés") et de transmission (diffusion pas seulement papier, mais aussi par les chargés de mission Europe, insuffisamment connus) de l'information.
- Grand intérêt pour les laboratoires européens associés, qui soulèvent toutefois de nombreuses questions :
- . leur démarrage, notamment une (certaine) évaluation (avis) de la part des sections compétentes du Comité National,
- . leur finalité (complémentarité, gain d'une taille critique dans l'esprit du processus "nucléation-croissance") et leur durée dans le temps (borner le parcours, fixer une durée limite?),
- . leur capacité à prendre en charge la formation - finalement - de jeunes chercheurs européens,
- . leur évaluation, reconnue comme indispensable, pour laquelle une base minimale de l'approche de l'évaluation doit être acceptée des instances d'évaluation nationale.
- . curiosité, mais surtout intérêt très fort des chercheurs des pays de l'Europe centrale et orientale pour les réseaux de laboratoires et les laboratoires jumelés, associés...

Vœux

- Plus grande souplesse administrative. Le modèle de la division des affaires scientifiques de l'OTAN devrait être pris en exemple de la "rentabilité" en termes de retours/retombées sur les résultats, avec un personnel réduit et des règles de fonctionnement simples.
- Utiliser au mieux l'existant : plus grande harmonisation des organismes nationaux/supranationaux (CEE et ESF) qui devraient travailler davantage en complémentarité qu'en concurrence...

- Consultation systématique de ces organismes pour trouver le chemin optimal offrant le plus de synergies.
- Créer (en France) des réseaux d'expérience(s) associant les anciens thésards, postdocs, stagiaires... ayant séjourné dans d'autres laboratoires d'Europe (mais aussi des États-Unis, du Japon....) susceptibles d'offrir aux plus jeunes, mais aussi aux instances nationales, leur savoir-faire, leurs informations les plus récentes sur tel ou tel aspect de l'activité déployée dans leurs anciens laboratoires d'accueil, les mentalités, pas toujours identiques (heureusement!) et toujours très honorables. On pensera tout naturellement à l'outil remarquable à tous égards que constitue en Allemagne la Fondation Alexander von Humboldt.
- Intensifier les échanges (accueil, détachement) d'étudiants et surtout de postdocs dans les deux sens, en offrant les capacités d'accueil, les moyens de déplacements adéquats, bref construire l'avenir scientifique de l'Europe avec des chercheurs européens.
- Mettre en place un support d'information (banque de données ?) sur les coopérations en Europe afin de mieux connaître les possibilités offertes au niveau des organismes de recherche, établissements d'enseignement supérieur, communautés européennes, organismes internationaux.....

Les chimistes noteront en particulier le dynamisme de leur communauté qui est très impliquée dans les programmes européens et qui publie beaucoup avec ses partenaires européens. Un des points soulevés à plusieurs reprises, et repris dans les conclusions de la table ronde n°3, porte sur la faiblesse de l'édition scientifique en France. Voici un problème auxquels les chimistes se heurtent depuis de nombreuses années et qui mérite réflexion et actions urgentes. Le souhait exprimé par un très grand nombre d'intervenants et de participants à cette sesssion plénière du Comité National de voir les sociétés savantes plus souvent consultées et mises à contribution devrait particulièrement retenir l'attention de la Société Française de Chimie.

> IgorTkatchenko Toulouse (LCC) Pierre Braunstein Strasbourg (ULP)